



Observer les façons de « faire la ville » ailleurs : un moyen de qualifier les professionnels français de la politique de la ville

Profession Banlieue, centre de ressources politique de la ville de Seine-Saint-Denis, propose des voyages d'étude à l'étranger à des acteurs de la politique de la ville, dans un objectif de qualification. Retour d'expérience, par Bénédicte Madelin, sa directrice.

La politique de la ville repose sur une approche territoriale et transversale des questions sociales et urbaines; une telle position suppose une transformation des logiques d'intervention par des systèmes de coopérations et de mise en débat des référentiels qui portent les politiques publiques en France. C'est sur ces principes que, dès 1997, Profession Banlieue a inscrit les échanges transnationaux dans ses axes de travail. Ainsi, le centre de ressources a proposé un premier échange avec les *Community Development Corporations* de Boston en 2002, puis en 2004 avec les acteurs du développement communautaire à Montréal. En quoi les référentiels d'action d'autres pays peuvent-ils qualifier les professionnels français, enrichir leurs pratiques et permettre de repenser les principes et les méthodes du développement social urbain?

OBSERVER DES RÉALITÉS DIFFÉRENTES POUR RÉINTERROGER SES PROPRES PRATIQUES

À Boston, les professionnels ont découvert une association composée à égalité d'habitants élus par les autres habitants et de responsables associatifs ou de personnalités désignées par le maire qui gérait l'*Empowerment zone*, sorte de contrat de ville doublé d'une ZFU. Ils en rencontreraient une autre à qui la mairie avait concédé le droit de préemption sur son quartier pour éviter la flambée du foncier et préserver le droit au logement des plus démunis. Ailleurs, c'est une société immobilière qui gère un ensemble de 1200 logements dont 30 %, aidés par l'État, sont réservés aux familles les plus modestes. Et à Montréal, les professionnels français découvraient des « grands ensembles » qui ne comportaient en moyenne que 100 logements insérés dans le tissu urbain...

Une autre manière de penser la mixité sociale... Une réalité bien différente qui repose à la fois sur une autre conception des politiques publiques, marquées historiquement par une faible intervention de l'État au profit de l'initiative individuelle, ou sur des lois comme le *Community Reinvestment Act*, qui impose aux banques de réinvestir sur place une partie de l'épargne qu'elles collectent dans les quartiers populaires. Mais les politiques publiques nord-américaines reposent aussi sur un mouvement communautaire important. Les professionnels français se demandaient comment à Boston les *Community Development Corporations* arrivaient à mobiliser des centaines d'habitants sur leurs quartiers, et à Montréal, ils découvraient les « tables de quartiers » qui coor-

donnent l'action des groupes communautaires de quartier intervenant dans le développement économique, créent des cliniques, construisent des coopératives de logement... Des réalités qui étonnent et qu'il faut comprendre pour en tirer des éléments de transformation des pratiques professionnelles et des politiques publiques en France.

TIRER BÉNÉFICE DES VOYAGES D'ÉTUDES : ÉLÉMENTS DE MÉTHODE

Les voyages d'étude doivent être **préparés en amont** par un groupe de travail pour préciser les objectifs et les thématiques des échanges, acquérir des éléments de connaissance du pays (organisations politiques et administratives, contexte économique et social, références culturelles, modes opératoires...), et définir ce qui sera présenté des politiques urbaines et sociales en Seine-Saint-Denis. Il est souhaitable que le groupe de travail et le voyage soient **encadrés par un chercheur** connaissant les sites visités et les interlocuteurs. **La composition du groupe** doit être construite en fonction des objectifs : à Boston, les délégations des cinq villes participantes devaient être composées d'élus, de bailleurs sociaux, de professionnels et d'habitants, tous impliqués dans la politique de la ville. L'engagement pris de diffuser **les connaissances acquises** lors du voyage (organisation d'une rencontre et publication) oblige les participants à **rechercher ce qui peut faire transformation dans leurs pratiques professionnelles**.

Ce cadre de travail a permis les échanges avec des chercheurs et des acteurs du développement communautaire et la compréhension d'autres référentiels de travail, entre « une autre façon de faire la ville »¹ à Boston et « une autre gestion de la cité »² à Montréal.

COMMENT RÉINVESTIR LES ENSEIGNEMENTS DE CES VOYAGES ?

Il y a malheureusement de la perte **du fait du turn over des équipes, empêchant un investissement dans la durée**, ou parce que certaines transformations ne sont pas de la compétence des professionnels. Mais l'obligation de diffusion et de capitalisation des enseignements crée des dynamiques locales, renforce la volonté de s'approprier certaines pratiques et de les réinvestir. ■

Bénédicte MADELIN

1. Publication issue du voyage d'étude à Boston : Une autre façon de faire la ville. Les « Community Development Corporations » de Boston, Profession Banlieue, 2002.

2. Publication issue du voyage d'étude à Montréal : Montréal, une autre gestion de la cité, Profession Banlieue, à paraître.